



N<sup>o</sup> 311

Le 19 décembre 1989

## LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES CONDAMNE LES ACTIONS ROUMAINES

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le très honorable Joe Clark, a condamné aujourd'hui la répression, par les autorités roumaines, des manifestations de Timisoara et l'arrestation du révérend Laszlo Tokes qui s'est produite pendant la fin de semaine des 16 et 17 décembre.

"J'ai été profondément attristé par les rumeurs voulant que les forces de sécurité aient tiré sur des manifestants pacifiques à Timisoara, et que beaucoup de ceux-ci aient été tués ou blessés. Le traitement brutal infligé par les autorités roumaines à leur propre peuple est à l'extrême opposé du comportement que l'on attend de gouvernements civilisés. Il contraste d'une manière frappante avec les développements survenus récemment ailleurs en Europe de l'Est", a dit M. Clark.

L'ambassadeur de Roumanie a été convoqué au ministère des Affaires extérieures hier pour expliquer les comptes rendus des événements tragiques qui se seraient produits pendant la fin de semaine.

"J'éprouve aussi de graves préoccupations au sujet du révérend Laszlo Tokes et de son épouse dont on n'a pas entendu parler depuis qu'ils ont été emmenés par les forces de sécurité au cours de la fin de semaine", a ajouté M. Clark. "Le cas de M. Tokes sera suivi de très près".

À Ottawa, l'ambassadeur de Roumanie avait été convoqué plus tôt au Ministère, le 14 décembre, et la manière dont son gouvernement a traité le révérend Tokes avait alors fait l'objet d'une condamnation énergique de la part du gouvernement canadien. À Bucarest, le ministère des Affaires étrangères de Roumanie a refusé de recevoir le chargé d'affaires du Canada pour discuter du cas de M. Tokes.

.../2

M. Clark a fait observer ceci : "Il est entièrement inacceptable que les Roumains se soient écartés jusqu'ici de l'usage diplomatique normal au point de rejeter nos communications. Ils l'ont fait à maintes reprises, ces derniers mois, avec tous les pays occidentaux. Il est difficile de maintenir des relations constructives lorsque le gouvernement roumain refuse de discuter avec nous de questions importantes, au plan bilatéral ou par les voies prévues par le Document de Vienne de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe."